

*Critique Communiste*  
Janvier 1979

7. M. Wieviorka, article cité.
8. A. Antunes, article cité.
9. Régis Debray, *Modeste Contribution aux discours et cérémonies officielles du X<sup>e</sup> anniversaire*, Maspero, 1978.
10. « Entretien avec Michel Albert », in *l'Expansion*, novembre 1978.
11. Claire et François Masnata-Rubattel, *le Pouvoir suisse*, Ch. Bourgeois, 1978.
12. Henri Lefebvre, *la Survie du capitalisme*, Anthropos, 1973.
13. Colloque « Décision et pouvoir » organisé les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 1978 à l'université de Paris-Dauphine.
14. Ch. Debbasch, « Réveiller le civisme », *le Monde*, 28 avril 1978.
15. Manuel Castells, *Luttes urbaines*, Maspero, 1975.

## Voyage à l'intérieur de l'OCI

*Un parti politique, ce n'est pas seulement des principes, un programme, des analyses, une orientation politique. C'est une réalité organisationnelle, une institution tendue vers un but. Cette réalité organisationnelle est éminemment révélatrice de la « vraie nature » du parti en question. C'est ce qu'atteste l'analyse des grands partis ouvriers réformistes, leur étude comme institutions politiques.*

*Nous avons demandé à deux militants qui furent membres de l'OCI pendant dix ans de répondre à nos questions.*

- **Critique communiste.** — *L'extrême gauche est aujourd'hui en crise. C'est la débandade dans les organisations de type maoïste, et l'OCT n'est pas épargnée. Il ne subsiste, apparemment, que les organisations qui se réclament du trotskysme et, parmi elles, l'OCI. Elle aurait même, paraît-il, progressé pendant sa campagne sur le désistement. Avant d'être militants de la LCR, vous avez été pendant de longues années membres de l'OCI et, pour notre organisation, l'OCI reste, à bien des égards, un mystère. Rares sont les organisations d'extrême gauche qui ont commis tant de grosses bourdes et de gros impairs, mais rares sont les organisations qui ont si peu payé leurs fautes politiques. Il y a là quelque chose de paradoxal, de surprenant, que l'on aimerait bien comprendre.*

**Jean E.** — Depuis que nous sommes militants de la LCR, nous avons été effectivement surpris de l'incompréhension de ce qu'est l'OCI. Elle est souvent perçue comme une organisation cohérente, forte, inquiétante aussi, ce qui entraîne des réactions de fascination ou de rejet pur et simple. En fait, le « mystère OCI » renvoie au fonctionnement même de cette organisation. C'est un élément important à intégrer au débat engagé entre la LCR, l'ensemble de l'Internationale et l'OCI et le CORQI. Soyons clairs, il ne s'agit pas de mettre en avant le fonctionnement de l'OCI comme préalable à toute discussion. A mon sens, cette position antérieure de la Ligue était une erreur, mais c'est une question qu'il ne faut pas glisser sous la table.

L'OCI n'est pas une organisation qui fonctionne comme la Ligue, la seule différence n'est pas une ligne politique qui serait plus rigide. Pour être plus précis, l'OCI n'est pas la Ligue qui serait dirigée par une tendance différente, c'est une réalité institutionnelle très particulière. Cette réalité prend sa racine dans l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale, au moment de la scission de 1953. Dans l'OCI, cette période est traitée de manière mythologique : ce serait le noyau originel, groupé autour de Lambert, qui aurait sauvé le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale contre les « menées liquidatrices de Pablo-Franck-Germain ». Finalement, dès 1953, c'est sur le « groupe Lambert » que repose le destin de l'humanité. A partir de là, la notion de forteresse assiégée s'impose, car toutes les forces ennemies se conjuguent contre l'organisation, que ce soient les staliniens ou les « pablistes ». Ce complot permanent contre l'OCI permet, de fait, de coaguler toutes les forces centrifuges qui pourraient exister en son sein. Il permet, aussi, d'expliquer tous les désaccords politiques comme étant le produit de la pression des forces hostiles extérieures. Dans ce cas, le porteur d'une éventuelle opposition devient vite un agent. La cohésion de l'OCI s'explique, en partie, par ces quelques éléments. Finalement, cette conception de la forteresse assiégée est proche de celle du PCF. Quand on lit tous les témoignages des exclus de ce parti, on est frappé par les similitudes.

**Alain C.** — Ce parallèle est important. Sans mettre un signe égal entre l'appareil stalinien et la direction de l'OCI, on est bien forcé de constater que l'absence de débats démocratiques engendre des effets souvent comparables. Dans cette organisation où aucun

désaccord ne se manifeste, il existe une catégorie de militants responsables qui conservent une indéniable liberté de pensée et une certaine franchise, mais qui les gardent jalousement pour les couloirs ou les repas amicaux. En aucun cas, ils n'en font état dans un débat interne car, au pire, cela pourrait remettre en question le « parti », au mieux, ce n'est pas encore l'heure de remettre en cause la direction. En réalité, ces camarades qui, *a priori*, sont peu suspects d'être des amis du groupe dirigeant, le fortifient par leur silence. Ils participent, en dépit de leur franc-parler, à la mythification d'une direction supposée irremplaçable. Ils n'ouvrent aucune perspective et découragent ceux qui auraient, parfois, l'envie de ruer dans les brancards.

**Jean E.** — C'est vrai que ces camarades peuvent ressembler aux « libéraux » du PCF, à cette différence près qu'ils réservent leurs critiques à quelques initiés. La plupart des militants de l'OCI n'ont pas ce recours possible, cette soupape de sûreté qui joue dans le PC à une échelle de masse.

- **C. C.** — *L'OCI, dites-vous, est une réalité institutionnelle particulière. C'est une espèce de moule dans lequel pénètre chaque nouveau militant. Soit ! mais, concrètement, comment cela est-il possible ?*

**J. E.** — Le GER, ou Groupe d'études révolutionnaires, est une pièce maîtresse de ce système. Conçu de manière restreinte ou de manière élargie, comme aujourd'hui, il demeure une « initiation » au trotskysme. Cette formation, complètement acritique, doit permettre au postulant d'assimiler un certain nombre de choses, en fait un certain nombre de « tics ». Les rudiments appris relèvent plus du réflexe que de la réflexion. Toute attitude critique est suspecte et se solde, en général, par un refus d'intégration. Plus que l'assimilation d'une méthode, l'ensemble des exposés est surtout dirigé contre ces fameuses forces ennemies.

**A. C.** — Une fois le GER terminé, et le militant admis au sein de l'OCI, il trouve une organisation au fonctionnement vertical. Tout descend sous forme de notes, d'injonctions du BP, organisme qui assure la « dictature du CC entre deux congrès ». Tout contact possible entre les cellules, en dehors des nécessités du fonctionnement, est proscrit, considéré comme antistatutaire. La

possibilité qu'ont les militants de discuter entre eux et d'aboutir, par exemple, à la création d'une tendance, est liquidée dès le départ, en dépit de la reconnaissance formelle du droit de tendance et de fraction inscrit dans les statuts. Cette impossibilité n'est pas une règle écrite, mais cette tradition orale est largement contraignante. Pour appeler à la constitution d'une tendance, il faut donc prendre ce risque seul, en concentrant sur soi tous les feux de la direction, ou alors il faut avoir avec soi un membre de la direction qui, pour une fois, appellerait à un regroupement oppositionnel. Telle que l'OCI existe, c'est la seule possibilité réelle.

J. E. — Il y a quand même un moment où les militants de l'OCI sortent de leurs cellules, c'est pour participer aux AG (assemblées générales). Rien à voir avec les AG de la Ligue, largement contradictoires, où les différents courants s'expriment. A l'OCI, il s'agit toujours d'une AG « d'explication » ou d'application. Un membre du BP ou du CC « descend », parle et demande des comptes. Le « carton » est pratique courante et le mode de fonctionnement de ces AG est extrêmement terroriste.

• C. C. — *En comparant avec ce que vous avez pu constater au sein de la Ligue, comment fonctionne le centralisme démocratique à l'OCI? Quelle est l'organisation du pouvoir?*

J. E. — La première chose qu'il faut souligner est l'inexistence d'un bulletin intérieur régulier. A la Ligue, celui-ci est permanent, il sort parfois avec du retard, il est parfois trop copieux, mais il existe. Rien de tel à l'OCI. Pratiquement, il n'apparaît que lors de la période de préparation d'un congrès. Cela veut dire qu'il n'existe même pas de compte rendu des débats du CC. Aucun militant ne connaît les clivages qui peuvent exister au sein de la direction, sauf quand cette dernière, pour des raisons tactiques ou des raisons internes, fait apparaître une majorité et une minorité. Cela a été le cas au moment où le CC devait décider de voter ou non le rapport d'activité de la FEN, *Informations ouvrières* a fait état de divergences apparues sur cette question. Cet hebdo a laissé la parole au courant qui prônait le vote positif et promettait, pour la semaine suivante, la publication de l'opinion contraire. Sauf erreur, les militants de l'OCI attendent encore... De là à penser qu'il s'est agi d'une mise en scène... Pour en revenir au BI, il faut

préciser qu'au niveau régional, comme au niveau parisien, il est tout aussi inexistant. La « discussion » de congrès est ouverte par un document fleuve de la direction. Les quelques contributions qui suivent sont, le plus souvent, des illustrations de la ligne, parfois la manifestation d'une « sensibilité » différente mais jamais de ligne alternative. En fait, ce qui ressort des quelques BI édités à l'occasion des congrès de l'OCI (trois pour le XVIII<sup>e</sup>, la même chose pour le XIX<sup>e</sup>) ce sont des variations sur un thème unique, celui de la direction.

A. C. — Pour bien établir la différence entre la préparation d'un congrès de l'OCI et ce qui existe à la LCR, je crois qu'il faut souligner l'absence totale de bilans. La direction de l'OCI s'en dispense totalement : pas de bilan de CC, pas de bilan de commissions, il est vrai qu'elles sont désignées d'en haut et ne sont jamais élues. Comment s'étonner, avec un congrès préparé dans de telles conditions, du silence de l'organisation? Par découragement, plus simplement par confiance, le débat n'a pas lieu. Nous sommes bien loin de ce qui se passe à la Ligue où je ne crois pas qu'il existe un seul exemple où les thèses de la majorité n'aient pas été contredites. Pour nous, à l'heure actuelle, les débats qui ont lieu dans nos cellules, dans les AG de section ou dans les réunions de tendances sont quelque chose de parfaitement nouveau, quelque chose de bien éloigné des habitudes d'autojustification de l'OCI.

J. E. — Il y a deux points sur lesquels j'aimerais insister. En premier lieu souligner que la direction de l'OCI, fondamentalement, ne commet pas d'erreur. Selon elle, sa politique est toujours juste, mais elle est mal appliquée, ce qui provoque des oscillations. L'exemple des barricades est édifiant : l'OCI a eu raison, point! Mais quelques années plus tard, au coin d'un texte de préparation de congrès, la direction, revenant sur cette affaire, révèle qu'il y a eu « glissement » par rapport à une ligne juste. Rien, donc, n'est jamais perçu en terme de divergences politiques. Un camarade qui n'est pas d'accord, cela n'existe pas pour la direction, il s'agit toujours d'un camarade qui n'a pas compris..., sinon ce serait un ennemi! Il faut donc le convaincre. Les oppositionnels du PC ont un mot assez dur pour caractériser une telle pratique bureaucratique, ils parlent « d'écoute clinique »... L'autre point révélateur est la mésaventure survenue à des camarades de province lors de

la préparation du XX<sup>e</sup> congrès. Ceux-ci avaient écrit un petit texte critique dont le centre était, en gros, qu'il ne fallait pas faire une confiance aveugle. C'était simple et pas très méchant. Comment a réagi la direction ? Par un texte de 10 pages qui se terminait par un extraordinaire « camarades, ressaisissez-vous ». En dehors du fait que cela relève plus de la religiosité que de la politique, cela indique la pression que peut faire la direction sur toute « déviance », même minime. Cela n'a d'ailleurs pas suffi puisqu'une affaire fut montée et que tout s'est terminé par l'exclusion des camarades par un congrès unanime, qui ne connaissait rien de ladite « affaire ». Ce petit exemple vaut mieux que cent discours sur la nature de l'OCI.

• C. C. — *Et le congrès lui-même, comment se déroule-t-il ?*

J. E. — Il faut d'abord préciser que les congrès de l'OCI sont toujours restreints, 100 ou 120 camarades y assistent, au maximum. L'imprévu a vraiment peu de chances de surgir de cette cérémonie, sauf quand il s'agit d'éliminer un tel ou un tel du CC. Ce dernier point, très important, est à souligner : contrairement aux meilleures traditions révolutionnaires, la direction de l'OCI ne se dissout pas à l'entrée en congrès, son poids, son influence, ses moyens de pression demeurent intacts. Pour être précis, la direction s'arroge le droit de présenter une liste de candidatures au CC, liste qui comporte autant de noms que de postes. Bien sûr, les candidatures libres sont autorisées mais elles ont bien peu de chances face à la pression exercée. Il n'y a pas d'exemple, à ma connaissance, où la liste proposée n'ait pas été élue. Cette façon de faire permet tous les règlements de compte. Si le groupe qui dirige décide d'éliminer quelqu'un, souvent à la surprise générale, la façon dont se déroule le congrès le lui permet. La seule fraction qui existe à l'OCI, c'est sa direction, c'est elle qui prépare ses coups à l'avance et elle observe une stricte discipline.

A. C. — Je partage tout à fait cet avis. La direction est une fraction et, de plus, une fraction secrète. La liste des membres du CC n'est pas communiquée à l'organisation (à moins que cela ait changé depuis mon exclusion) pour des raisons de sécurité (*sic*). Toutes les manœuvres opérées dans le dos des militants sont donc possibles, il suffisait d'y penser. En plus, ce mode d'élection au

CC autorise toutes les promotions, « limogeage » ou « promotion » n'étant jamais le produit d'une bataille politique, mais toujours le reflet d'une « cote d'amour ». La direction de l'OCI, en fait, se renouvelle par cooptation. Il est vrai que, parfois, la direction sortante n'a pas proposé de liste pour le CC. Entre les XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> congrès auxquels j'ai assisté, les différences ont été sensibles, mais la direction s'est toujours arrangée pour « soutenir » celui-ci plus que celui-là. Bref ! Le résultat est le même. Ces méthodes sont logiques, d'ailleurs, puisqu'aucun débat ne précède le congrès. Sur quels critères pourrait-on élire un membre du CC ? En plus, il n'y a souvent pas davantage de débat au congrès lui-même qui se transforme en AG de délégués pour décider des modalités concrètes de la campagne à venir. Les militants de la Ligue auraient tort de croire que la direction de l'OCI cherche à cacher son comportement de fraction. Non seulement elle ne le cache pas, mais elle le théorise. Pour elle, l'organisation est toujours sous le feu de l'ennemi et ne peut vivre avec des divergences affirmées. L'OCI serait faible, menacée, jamais majeure. Le seul organisme majeur, c'est la direction qui diffuse une vérité prédigérée à la base. Les divergences sont gommées et il ne subsiste qu'un mode d'emploi d'une politique définie par ailleurs et discutée dans le secret. Les informations sur le CORQI, par exemple, sont cachées aux militants. Jusqu'à preuve du contraire, ceux-ci n'ont jamais eu connaissance des textes des organisations exclues. Ces textes existent, mais ils restent dans le secret des bureaux.

D'une certaine manière, la direction de l'OCI entretient avec les militants des rapports de tutelle, elle serait leur conscience. C'est le substitutisme parfait. Cela se retrouve dans sa conception de construction de l'organisation : elle se construit d'abord par la tête, le reste suivra. Pour simplifier, on peut dire que les militants de l'OCI ne peuvent pas se saisir de leur propre organisation.

• C. C. — *Mais comment se manifestent les prérogatives de la direction ?*

J. E. — Le poids de la direction est particulièrement clair en province qui est en état de dépendance totale par rapport à Paris. A cet égard, l'alimentation politique de l'organisation est extrêmement révélateur : la résolution du CC, diffusée sous forme d'une « note province », est envoyée aux divers comités régionaux, puis

aux comités de rayons et, enfin, aux cellules. Le système est entièrement vertical et il n'est irrigué que par le haut. Cette attitude d'attente de la « ligne » est fondamentale à l'OCI. Il y a là une passivité extraordinaire.

A. C. — Oui, mais cette passivité a été construite et nous y avons participé. Il n'y a rien d'inévitable, les militants de l'OCI ne sont pas marqués d'une tare originelle qui les désignerait à l'avance. Par contre, il est intéressant de savoir pourquoi ce système fonctionne si bien. A mon avis pour une raison bien simple : du haut en bas de l'édifice, il n'y a aucune direction intermédiaire élue, pas de direction de région élue, pas de direction de secteur et de rayon élue, pas de direction de cellule élue, rien ! Et cela se retrouve pour les diverses commissions nationales, commission jeunes, ouvrière et enseignante. A aucun niveau il n'y a de militants responsables devant d'autres militants et comme ces directions intermédiaires ont été désignées par le BP, leur vulnérabilité est immense. Quand on sait que l'on ne doit une tâche de responsabilité qu'au bon vouloir de la direction, on peut avoir tendance à faire plaisir, à être docile pour éviter toute disgrâce. Il n'y a là aucune morale, simplement un constat. Les directions intermédiaires sont, de fait, de simples courroies de transmission.

• C. C. — *Le système que vous décrivez peut évoquer, dans une certaine mesure, les PC stalinien. Il y a concentration du pouvoir au sommet et puis tout un dispositif qui atomise la base. Cette base ne peut pas infléchir l'orientation et elle est encore moins à même de postuler à la direction. Quand un tel système existe, l'expérience montre qu'il n'y a jamais d'opposition qui se constitue. Y a-t-il eu, à l'OCI, de grandes batailles de tendances ?*

J. E. — Laissons de côté l'affaire algérienne que nous n'avons pas vécue dans l'OCI, ni l'un ni l'autre, mais dans ce cas précis nous savons qu'il y a eu une bataille sévère. Le premier affrontement que notre génération militante a vécu est celui provoqué par Boris Frankel. Pour être précis, Boris n'a pas engagé la bataille, mais a dû subir l'offensive de Lambert. Frankel avait autour de lui un certain nombre de camarades dont certains deviendront par la suite l'ossature du travail jeunes, ils voyaient dans le marxisme révolutionnaire quelque chose de plus large que la simple répéti-

tion des formules du programme de transition. Pendant un temps, cela a été accepté par la direction de l'OCI mais, à un certain moment, elle a perçu ça comme un danger pour l'organisation.

A. C. — En fait, la bataille politique n'a guère eu lieu. L'offensive s'est menée sur une question disciplinaire provoquée par la diffusion des brochures de Reich, alors interdites par la bourgeoisie, dans l'organisation et à l'extérieur. Avant de prendre des mesures qui aboutiront à l'exclusion de Boris, Lambert a tenté de l'associer à la direction, il le fait élire au CC pour le faire participer à une ligne qui n'est pas la sienne. Dans le même temps, le noyau groupé autour de Frankel est cassé, les jeunes sont récupérés et ils deviendront les procureurs les plus violents. A cette époque, en 1967, il est difficile d'affirmer que les contours définitifs de ce que sera l'OCI soient déjà fixés. Des signes inquiétants et nombreux sont présents, mais il existe aussi, et dans le même temps, un bulletin intérieur de discussion régulier où se sont exprimés un certain nombre de camarades en désaccord avec ce qui se passait.

J. E. — Peut-être, mais je crois pourtant que Lambert, et d'autres, ont laissé la discussion se mener car le danger était gros d'une cassure en deux de l'organisation. Frankel représentait quelque chose et Lambert l'a expliqué clairement en affirmant « que nous nous en étions sortis à peu de frais ».

A. C. — 1968 est une date importante pour l'OCI. C'est à partir de ce moment-là que cessent de paraître les BI. Toute opposition disparaît, du moins toute expression d'une ligne qui avait une autre logique que celle mise en avant par la direction. La seule « bataille » qui a eu lieu est ce que l'OCI a appelé « l'affaire Varga ». Je renvoie à ce propos les camarades aux conclusions de la commission d'enquête internationale qui s'est réunie à ce sujet et aux articles déjà parus dans *Critique communiste*. La seule chose, peut-être, qu'il faut retenir de cet épisode est le « référendum » organisé dans chaque cellule, avec une question unique : « Faites-vous confiance à la direction ? »

• C. C. — *Ce qui me frappe, c'est que des militants sains d'esprit tolèrent la vie intérieure de l'OCI, tolèrent la répétition de contre-vérités aussi énormes que celles qui présentent Mandel comme le liquidateur de la IV<sup>e</sup> Internationale, tolèrent le terrorisme verbal des meetings.*

**J. E.** — D'abord, il faut dire que l'OCI peut attirer car elle représente un système politique clos, sécurisant. C'est pourquoi, quand certains quittent l'OCI, ils sont pour la plupart d'entre eux complètement perdus. Ils cessent de faire de la politique et peu nombreux sont ceux qui se sont réinvestis dans d'autres organisations. On croit ou on ne croit pas, c'est tout.

**A. C.** — Et pourquoi on reste? Pour beaucoup de militants, il y a une séduction certaine provoquée par le semblant de réalisme de l'OCI. Il est sûr que cette organisation est en prise avec une certaine réalité, elle intervient sur le terrain, même si l'essentiel de son activité est nettement marqué par une espèce de para-syndicalisme, même si les liens qu'elle entretient avec la bureaucratie social-démocrate pèsent lourd dans sa politique, même si elle est absente de toute une série de luttes (armée, femmes, etc.). Pour beaucoup de militants de l'OCI, le quotidien de son activité revient souvent à être immergé dans son secteur d'intervention, sans contrôle réel. En dépit de tout ce que l'on a pu dire précédemment : l'omniprésence de la direction, l'impossibilité de développer une ligne alternative, l'obligation de rendre des comptes, etc., on peut se construire un petit îlot protégé. Cela dit, à l'OCI comme dans toutes les organisations d'extrême gauche, même si celle-ci n'aime pas ce concept, le « turn over » est fort grand. Je crois que ce serait une erreur d'être mystifié par une prétendue « percée » de l'OCI. Mon propre secteur professionnel, en tout cas, le dément totalement. Cette organisation existe, c'est certain. L'obliger à nouer avec nous des liens qui relèvent de la démocratie ouvrière, c'est bien, mais je pense qu'il faut se garder de toute illusion. Notre référence commune au trotskysme ne gomme pas tout ce qui nous sépare, elle n'efface pas magiquement la volonté cent fois affirmée de l'OCI : « Détruire le centre liquidateur pabliste. »

## L'extrême gauche face à la nouvelle conjoncture

*Critique communiste a envoyé le questionnaire ci-dessous à toutes les organisations d'extrême gauche, en vue d'informer ses lecteurs sur les conceptions avec lesquelles les unes et les autres abordaient la conjoncture politique née de la défaite électorale de mars 78 et de l'offensive bourgeoise qui a suivi.*

*On lira plus loin les réponses de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT), des Comités communistes pour l'autogestion (CCA) et de l'Organisation communiste internationale (OCI). Le PSU, par la voix de Victor Leduc, nous a communiqué ses regrets de ne pouvoir répondre en l'absence des autres grands partis de gauche. Lutte ouvrière nous a fait savoir que son point de vue prolétarien s'étalait à longueur de colonnes dans son hebdomadaire national...*

**Quel jugement portez-vous sur la désagrégation de l'Union de la gauche et sur les développements actuels de l'offensive bourgeoise (particulièrement le plan Barre III) ?**

**Que pensez-vous des nouvelles orientations syndicales et des problèmes que cela pose du point de vue de l'unité des travailleurs ?**

**Quel diagnostic portez-vous sur la situation actuelle de l'extrême gauche ?**

**Comment se présente aujourd'hui la question de la construction du parti révolutionnaire ?**